

NB : Les informations sur les travaux à exécuter sont détaillées dans le Bordereau des Prix Unitaires, le Détail Quantitatif et Estimatif et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont constitués d'un (01) lot unique, comme suit :

N° de lot	Région	Tronçon	Linéaire Estimé (km)	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type d'intervention
Unique	Ouest	Tchoudim (inter N4) - Campement Reine Blanche avec bretelles Ecole Publique Mango'o - Entrées (Principale et Secondaire) de la Chefferie Tchoudim	16,630	1 349 319 713	12	Bitumage en enduit superficiel bicouche
TOTAL			16,630	1 349 319 713	12	

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études préalables, est d'**Un milliard trois cent quarante-neuf millions trois cent dix-neuf mille sept cent treize (1 349 319 713) francs CFA** Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à douze (12) mois calendaires (hors période de garantie). Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou groupements d'entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droit camerounais, de catégories A, B et C du sous-secteur d'activités « routes ».

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2027, 2028 et 2029.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « En ligne (online) ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission (caution + récépissé CDEC). La caution de soumission devra être timbrée, acquittée à la main et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, dont la liste figure à la Pièce N°15 du DAO, d'un montant de **deux millions (2 000 000) francs CFA**.

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés

publics, accompagnée du récépissé CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (physique) peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables, à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) francs CFA au titre des frais d'achat du dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (boîte postale, numéros de téléphone, fax, e-mail...). Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 09/09/2026 à 11 heures.

Par ailleurs, l'original de la caution de soumission et du récépissé CDEC, ainsi qu'une copie de sauvegarde de l'offre non compressée enregistrée sur clé USB, devront parvenir sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, au plus tard le 09/09/2026 à 11 heures, et être déposés contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° 089 " APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 09/09/2026, EN
PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE
EN ENDUIT SUPERFICIEL BICOUCHE DE LA ROUTE TCHOUDIM (INTER N4) -
CAMPEMENT REINE BLANCHE AVEC BRETELLES ECOLE PUBLIQUE MANGO'O -
ENTRÉES (PRINCIPALE ET SECONDAIRE) DE LA CHEFFERIE TCHOUDIM, DANS
LA COMMUNE DE BANGANGTÉ, DÉPARTEMENT DU NDÉ, RÉGION DE L'OUEST.
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICE
2027, 2028 ET 2029.

2/3

**(COPIE DE SAUVEGARDE, RÉCÉPISSÉ DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA
CAUTION DE SOUMISSION) »**

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, en plus de la copie de sauvegarde, l'original de la caution, le récépissé de la CDEC et l'accusé de réception du dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumises sur la plateforme COLEPS.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du récépissé CDEC et de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Les pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, leur date limite de validité devant être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 09 2026 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, dans sa salle de réunion sise au 3ème étage du bâtiment C de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, à ETOUDI, au lieudit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

/ M

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, l'offre sera rejetée si la pièce n'est pas produite ou remplacée dans un délai de quarante-huit (48) heures accordées par la Commission.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet ou non conforme pour :

- Absence ou non-conformité, à l'ouverture des plis, du cautionnement de soumission (caution de soumission ou récépissé CDEC) ;
- non-production, au-delà du délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente, à l'exception du cautionnement de soumission (caution de soumission ou récépissé CDEC) ;

b) Offre technique incomplète ou non conforme pour absence ou non-satisfaction de l'un des éléments ci-après :

- une note méthodologique d'exécution des travaux, assortie d'une note méthodologique HIMO détaillée présentant notamment le plan de recrutement local (rotation des équipes pour toucher plus de jeunes), le mode et la fréquence de paiement des ouvriers, et l'organisation du chantier sans engins lourds sur les postes HIMO ;
- la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un chantier au cours des trois (03) dernières années et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- la déclaration d'engagement pour les approches HIMO (modèle Pièce N°13 du DAO), intégrant l'engagement de formaliser, avant le démarrage des travaux, une convention de partenariat avec la Commune de Bangangté en vue de l'utilisation de la main-d'œuvre et des ressources locales ;
- les références justifiant que le soumissionnaire a exécuté, au cours des dix (10) dernières années (2016-2025), au moins un (01) marché de travaux de construction, d'entretien ou de réhabilitation de route bitumée (revêtement en enduit superficiel ou en béton bitumineux) ;
- le CV d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur en Génie Civil (BAC+3 minimum) inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC), ayant au moins sept (07) ans d'expérience générale en BTP et ayant occupé le poste de Conducteur des Travaux sur au moins deux (02) projets similaires ;
- une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire, accompagnée d'un rapport de visite assorti de photos des sections critiques de la route avec leurs localisations (l'attestation sera considérée comme absente si ce rapport imagé n'est pas joint) ;
- une attestation de capacité financière ou de ligne de crédit délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances, pour préfinancer les travaux à hauteur d'au moins cinq cent millions (500 000 000) de FCFA ;
- la justification de la possession en propre du matériel minimum suivant : un (01) compacteur à rouleau vibrant, une (01) niveleuse et un (01) camion benne ;
- la charte d'intégrité datée et signée ;
- la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales datée et signée ;
- Absence des preuves d'acceptation des clauses du marché (CCAP et CCTP) ;
- la satisfaction d'au moins deux (02) des trois (03) critères essentiels, dont obligatoirement le critère matériel.

EM

c) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée, signée et cachetée ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) suivant le modèle, avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, paraphé à toutes les pages, signé et cacheté à la dernière page ;
- le Détail Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté ;
- les sous-détails des prix unitaires quantifiés, conformes au modèle fourni dans le DAO et paraphés à toutes les pages ;
- omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;

d) Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentiques, manœuvres frauduleuses ;

e) Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

15.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire au moins deux (02) des trois (03) critères essentiels ci-après, dont obligatoirement le critère matériel, décomposés en sous-critères conformément au RPAO :

- a) le personnel d'encadrement proposé : 09 sous-critères ;
- b) le matériel roulant, de laboratoire, de topographie et HIMO à mobiliser : 17 sous-critères ;
- c) les références du soumissionnaire : 02 sous-critères.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre sera évaluée la **moins-disante**, en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, Tél. : 222 23 12 56, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou par tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation de pratiques, faits ou actes de corruption ou de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, ou l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 2 OCT 2025





OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 9090 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 12 OCT 2026 IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF DOUBLE SURFACE DRESSING PAVEMENT WORKS ON THE TCHOUDIM (INTER N4) - *CAMPMENT REINE BLANCHE* ROAD, INCLUDING RAMPS FROM MANGO'O PUBLIC SCHOOL TO TCHOUDIM CHIEFDOM ENTRANCES (MAIN AND SECONDARY), IN THE BANGANGTÉ COUNCIL, NDÉ DIVISION, WEST REGION

FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEARS 2027, 2028 AND 2029.

1. Subject of the Call for Tenders

As part of efforts to improve conditions for the movement of goods and people, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches, on behalf of the Government of Cameroon, an Open National Call for Tenders, in emergency procedure for the execution of double surface dressing pavement works on the Tchoudim (Inter N4) – *Campement Reine Blanche* road, including ramps from Mango'o Public School to Tchoudim chiefdom entrances (main and secondary), in the Bangangte Council, Nde Division, West Region, over an estimated distance of 16.630 km.

2. Scope of Works

In addition to the general works relating to the preparation and organisation of the site, at the end of which the Contracting Partner is required to provide a certain number of documents (final design including studies for the identification of existing soils; Quality Assurance Plan, post-completion drawings, etc.), works to be carried out under this Call for Tenders include the following operations; inter alia:

- Installation, including site installation, delivery and removal of equipment, and conduct of execution studies;
- Earthworks comprising ordinary excavation and disposal of materials (for the widening and opening up of certain sections), the reshaping of the roadbed, the cleansing and reshaping of existing earth ditches, the creation of earth ditches and diverging channels using a grader, as well as the transportation added-value of materials over distances exceeding 5,000 m;
- Pavement works comprising the laying of the base course made of lateritic gravel from borrow pits, sand impregnation and double surface dressing;
- Sanitation and drainage, including the cleansing of existing concrete or masonry ditches, the construction of concrete ditches with cover slabs, and the construction of masonry ditches;
- Miscellaneous works, including the construction of driveways with slab over concrete ditches;
- Support measures: implementation and monitoring of the Environmental and Social Management Plan, and initiatives to increase the project visibility.

These works are set out in detail in the Special Technical Clauses (CCTP), including works to be carried out using the Labour-Intensive approach (HIMO), notably bush clearing along the carriageway and certain tasks that can be carried out manually by local community organisations, in particular GICs (Common Interest Groups) or CDVs (Village Development Committees).

Note: Details of the works to be carried out are set out in the Unit Price Schedule, the Bill of Quantities (BOQ) and the Special Technical Clauses (CCTP).

3. Allotment

The works under this Call for Tenders shall be tendered for in one (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road Section	Estimated Length (km)	Estimated Budget, incl. taxes (CFAF)	Time Frame (months)	Type of Intervention
Single	West	Tchoudim (Inter N4) - Campement Reine Blanche including ramps from Mango'o Public School to Tchoudim Chiefdom entrances (main and secondary)	16.630	1,349,319,713	12	Double surface dressing pavement
TOTAL			16.630	1,349,319,713	12	

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is 1,349,319,713 (one billion, three hundred and forty-nine million, three hundred and nineteen thousand, seven hundred and thirteen) including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The time frame set by the Project Owner is twelve (12) calendar months (excluding the warranty period). This time frame shall run from the date of notification of the Order to commence service delivery, and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous constraints.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all Categories A, B and C Cameroon-based Building and Public Works contractors or consortia in the "Roads" sub-sector, governed by Cameroonian law.

7. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Years 2027, 2028 and 2029.

8. Bidding Method:

Bidding shall be carried out as follows: Online. In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer shall attach a bid bond to its administrative documents (bond + CDEC receipt). The bid bond must be stamped, paid for in cash and issued by one of the bodies or financial institutions authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of public contracts, the list of which appears in Document No. 15 of the Tender Documents. The amount of the bond is 2,000,000 (two billion) CFAF.

The bid bond shall be valid for thirty (30) days beyond the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first class bank or financial institution authorised, by the Ministry in charge of Finance, to issue bonds within the framework of public contracts, alongside the CDEC receipt, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Tender Documents (hard copy) may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaoundé, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor (Room 4/36) of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative centre at ETOUDI, upon publication of this Call for Tenders.

It can also be accessed online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of the PCRA (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender Documents

The hard copy of the Tender documents may be obtained during working hours in the Project Owner's offices at the Ministry of Public Works in Yaoundé, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor (room 4/36) of Block A of the headquarters building at ETOUDI, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred thousand (400,000) CFA francs.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (P.O. Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.). The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download at the addresses indicated above. However, tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 09 ^{Nov} 2026 at 11 a.m. Furthermore, the original bid bond and CDEC receipt, as well as the uncompressed backup copy of the bid saved in a USB flash drive, shall be submitted against a receipt and in a sealed envelope, clearly and legibly marked "Backup Copy", at the Ministry of Public Works in Yaoundé, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor (room 4/36) of Block A of the Ministry of Public Works Headquarters at ETOUDI, administrative centre, no later than 09 ^{Nov} 2026 at 11:00 a.m. It shall bear the following:

«OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS No. 89 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026
OF 01/10/26, IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF DOUBLE
SURFACE DRESSING PAVEMENT WORKS ON THE TCHOUDIM (INTER N4) - CAMPEMENT
REINE BLANCHE ROAD, INCLUDING RAMPS FROM MANGO'O PUBLIC SCHOOL TO TCHOUDIM

CHIEFDOM ENTRANCES (MAIN AND SECONDARY), IN THE BANGANGTÉ COUNCIL, NDÉ
DIVISION, WEST REGION.

FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEARS 2027, 2028 AND 2029.
(BACK-UP COPY, CDEC ACKNOWLEDGEMENT RECEIPT AND ORIGINAL BID BOND)"

File Size and Format

The maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

Note: In addition to the backup copy, tenderers must submit the CDEC and COLEPS platform acknowledgement receipts, within the same time frame, at the Tenders Unit, situated on the 4th floor (Room 4/36) of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located at ETOUDI, in the administrative centre.

13. Bid Admissibility

Administrative documents, the technical bid and the financial bid must be submitted on the COLEPS platform.

The Project Owner shall reject the tender for the following reasons:

- Bids submitted after the submission deadline;
- Bids not complying with the bidding method.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. The absence of the CDEC receipt and the bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any possible petition.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and their validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on 09 MAY 2026 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, located in the meeting room on the 3rd floor of Block C of the Headquarters of the Ministry of Public Works at ETOUDI, in the administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice even in the case of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements

of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board for its submission or replacement, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1. Eliminary Criteria

- a) **Incomplete or non-compliant administrative file due to:**
- Absence or non-compliance of the bid bond at the opening of tenders (bid bond or CDEC receipt);
 - Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48-hour extension (except for the bid bond or CDEC receipt);
- b) **Incomplete or non-compliant technical offer due to the absence or non-fulfilment of one of the following criteria:**
- a methodology note on the execution of works, accompanied by a detailed HIMO methodology note setting out, in particular, the local recruitment plan (rotation shifts to reach more young people), the method and frequency of payment for workers, and the organisation of the site without heavy machinery at HIMO workstations;
 - Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of defaulting companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
 - Declaration of commitment for HIMO approaches (Model Document No. 13 of Tender Documents), including the commitment to formally sign a partnership agreement with the Bangangté Council with a view to using local workforce and resources;
 - References demonstrating that the tenderer has, over the last ten (10) years (2016–2025), carried out at least one (1) contract for the construction, maintenance or rehabilitation of paved roads (surface dressing or bituminous concrete);
 - CV of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): Civil Engineer (GCE A-L+3 at least) enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE), with minimum seven (7) years of general experience in the Building and Public Works sector and must have been a works supervisor on at least two (2) similar projects;
 - Attestation of site visit formally signed, dated and stamped by the tenderer, accompanied by a site visit report, including photos of the critical sections of the road with their locations (the attestation will be deemed absent without the illustrated report);
 - An attestation of financial capacity or credit line of at least five hundred million (500,000,000) CFA francs issued by a first class banking institution approved by the Minister in charge of Finance to pre-finance the services under this contract;
 - Proof of following minimum in-house equipment: one (1) vibrating roller compactor, one (1) grader and one (1) dump truck;
 - Dated and signed integrity charter;
 - Dated and signed declaration of commitment to respect social and environmental clauses;
 - Failure to show proof of agreeing to contract clauses (CCAP and CCTP);
 - Failure to meet at least 2/3 essential criteria, including the equipment criterion.
- c) **Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:**
- The stamped dated and signed bid;
 - The Unit Price schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;

- The signed, stamped and dated Bill of Quantities (BOQ);
 - The breakdown of quantified unit prices in accordance with the model provided in the Tender Documents, initialed on all pages;
 - Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- d) False declaration, forged or unauthentic documents, fraud;
- e) Failure to comply with the file format for tenders submitted on-line.

15.2. Essential Criteria

To be qualified, the tenderer must meet at least two (2) of the three (3) essential criteria, including the equipment criterion, broken down into sub-criteria in accordance with the RPAO:

- a) Proposed supervisory staff: 9 sub-criteria;
- b) Rolling stock as well as laboratory, topography and HIMO equipment to be mobilised: 9 sub-criteria;
- c) References of the Tenderer: 9 sub-criteria.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria, including any proposed discounts.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information may be obtained during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaoundé, located on the 4th floor (Room 4/36) of Block A of the headquarters of the Ministry of Public Works at ETOUDI, in the administrative centre, Tel.: 222 23 12 56 or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

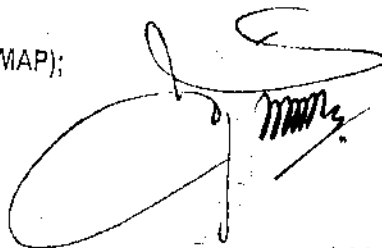
19. Fight Against Corruption and Malpractice

To report acts of malpractice or corruption, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, 12 OCT 2026
The Minister of Public Works

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- PCRA;
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TCRI;
- Notice Board;
- Chrono.



Emmanuel NGANOU D.